

Rapport sur

LES FONDS ANCIENS D'AGRICULTURE
DE QUELQUES BIBLIOTHEQUES DE LA REGION PARISIENNE

Sommaire

LE PROBLEME	1
de nombreux établissements situés dans la R.P. possèdent des fonds anciens d'imprimés relatifs à l'agriculture dont il n'est plus fait un usage régulier; ces fonds sont conservés dans des conditions diverses, souvent précaires; or, ils représentent une des bases de la recherche historique actuelle et future sur l'agriculture depuis le XVIIIe siècle	
L'ENQUETE ET SES RESULTATS	3
dans le but d'obtenir une idée au moins approximative du volume des fonds concernés, une enquête préliminaire a été effectuée auprès de 16 bibliothèques possédant des fonds anciens agricoles d'importance très variée	
DESCRIPTION SOMMAIRE DES FONDS ANCIENS DES BIBLIOTHEQUES VISITEES .	6
CONCLUSIONS PRATIQUES	17
six possibilités d'action à entreprendre sont énumérées; il serait souhaitable que puisse s'instaurer, sur ces propositions (ou sur d'autres), une concertation régulière entre tous les responsables concernés	
ANNEXES	
Liste des organismes susceptibles de posséder des fonds agricoles anciens, d'après le Répertoire de la B.N.	18
Copie de la lettre circulaire adressée aux responsables des bibliothèques visitées	22
Lettre relative aux ouvrages agricoles de la B.N.	23

LE PROBLEME

Il existe dans la Région Parisienne bon nombre d'institutions qui possèdent des fonds documentaires anciens relatifs à l'agriculture. Ces fonds sont dans des situations aussi variées que les institutions auxquelles ils appartiennent: du point de vue de leur conservation, de leur classement, de l'accessibilité des documents, etc., les conditions vont du meilleur au pire. Malgré des améliorations considérables dans quelques cas ces dernières années, le pire semble encore, hélas, trop courant. On nous a rapporté des exemples de pertes d'une partie de certains fonds à la suite de déménagements.

Les causes de cette situation sont assez simples. Dans la plupart des cas, les fonds anciens ne sont que l'accumulation des documents périmés, des rebuts pourrait-on dire. On ne peut pas attendre d'institutions sans vocation historique qu'elles témoignent d'un intérêt actif pour préserver et gérer des collections qui ne leur servent plus à rien. Et cela d'autant moins que les fonds en question sont souvent de petites dimensions, ce qui exclut que leur soient consacrés les moyens spécifiques (en personnel notamment) qu'exigerait leur gestion.

Certes, les documents réunis dans ces fonds anciens ne sont généralement pas uniques, ni même vraiment rares pour la plupart d'entre eux. Aussi les pertes partielles, pour regrettables qu'elles soient, ne sont pas vraiment irréparables. Mais ce qui fait l'intérêt de ces fonds pour le chercheur, pour l'historien, c'est évidemment leur caractère de collections thématiques très spécialisées. De ce point de vue, la perte de tel ou tel document, même rare, est moins à craindre que la dispersion de fonds entiers, ou leur dilution pour ainsi dire dans des ensembles hétérogènes où leur caractère thématique disparaîtrait. On ne peut s'empêcher de penser qu'il y a là un problème d'archivage, en quelque sorte. Les institutions dont il est question produisent des groupements de documents, et ces groupements sont significatifs. Mais comme ils ne constituent pas des archives au sens propre du terme - il s'agit d'imprimés, de périodiques, de photocopiés... - rien n'est prévu pour leur

conservation à partir du moment, inéluctable, où ils deviennent périmés, c'est-à-dire où ils cessent de remplir la fonction à laquelle ils étaient destinés.

Il faut observer, du reste, que ce phénomène de péremption est continu et ne peut aller qu'en s'accélégrant. D'ores et déjà, les ouvrages scientifiques et techniques vieux de plus de vingt à trente ans ne sont plus de consultation courante à quelques exceptions près: la limite des fonds "anciens" est aujourd'hui aux environs de 1950, elle sera dans dix ans en 1960. Or, c'est pour les ouvrages les plus proches de cette limite, c'est-à-dire les plus récents, que les dangers de disparition sont les plus grands. Car ces ouvrages sont déjà "périmés", sans avoir encore acquis de valeur "historique". Les grands traités anciens d'agriculture, ceux d'Olivier de Serres, de Duhamel du Monceau, de l'Abbé Rozier, etc., ne sont ni rares ni en danger de disparition (sauf guerre nucléaire ou catastrophe de ce genre): ils sont trop bien protégés sur le plan institutionnel aussi bien que sur le plan économique (par leur prix sur le marché du livre ancien). De notre point de vue, les ouvrages les plus menacés, et donc ceux auxquels il faut prêter le plus d'attention, sont ceux qui ont été publiés entre 1850 et 1950, et surtout entre 1920 et 1950; et parmi eux bien sûr, les catalogues, les prospectus, les manuels élémentaires, bref les ouvrages les plus dénués de prestige et de valeur.

L'analyse de la situation actuelle, donc, est relativement simple. Les remèdes à y apporter sont beaucoup plus difficiles à imaginer. Dans l'abstrait, toutes sortes de solutions peuvent être évoquées. Dans la pratique, il semble préférable de commencer à faire quelque chose en vue d'un objectif concret, même si cet objectif est pour l'instant hors d'atteinte, et même s'il doit s'avérer nécessaire d'en changer par la suite. Du point de vue de la recherche historique qui est le nôtre ici, l'objectif le plus immédiatement utile serait un catalogue collectif de ces divers fonds anciens. Un tel catalogue serait évidemment un instrument de travail extrêmement précieux. Mais sa réalisation aurait d'autres avantages. Elle serait, par exemple, certainement moins coûteuse que celle de quinze ou vingt catalogues individuels (solution à peu près impossible d'ailleurs de toutes façons). Et surtout, elle permettrait aux divers responsables de se faire une meilleure idée de la valeur de leurs fonds anciens relativement à l'ensemble, et d'adopter des politiques de gestion plus cohérentes.

Parler de catalogage, toutefois, c'est évoquer une opération relativement lourde pour laquelle se pose immédiatement une question préliminaire: quelle est l'importance matérielle des fonds concernés? Il fallait bien, sur ce point, se rendre tout de suite à l'évidence: personne n'en avait la moindre idée, même approximative. D'où la nécessité, avant toute autre chose, de tenter une première évaluation, si grossière soit-elle. C'est ainsi que fut décidée l'enquête qui fait l'objet de ce rapport.

L'ENQUETE ET SES RESULTATS

Cette enquête a été exécutée en novembre et décembre 1980 par Béatrice Guibert, grâce à un crédit de vacation attribué par l'E.H.E.S.S. Vingt bibliothèques avaient été sélectionnées à partir du Répertoire des bibliothèques et organismes de documentation publié par la Bibliothèque Nationale (1971); quatre d'entre elles n'ont cependant pas pu être prises en compte de façon effective*. Il va de soi qu'il s'agit d'un choix assez arbitraire. Car un dépouillement rapide du Répertoire de la B.N. nous avait permis de repérer quelque 80 organismes susceptibles de détenir des fonds anciens intéressant l'agriculture (au sens large du terme) dans la Région parisienne. Il est vraisemblable, du reste, que ce comptage n'est pas exhaustif et que le nombre total doit être proche de la centaine.

Il n'était bien sûr pas question d'étendre aussi loin ce qui ne devait être qu'une enquête préliminaire, ni même de procéder à un échantillonnage dans les règles. Nous avons retenu en fait des bibliothèques où nous pouvions supposer, fût-ce par ouï-dire, qu'existaient des fonds anciens à la fois particulièrement riches et relativement mal connus, en donnant la priorité à l'Europe et aux pays tempérés. C'est ainsi que nous avons écarté:

- tous les organismes à vocation "tropicale", comme le B.D.P.A., l'I.F.C.C., l'I.R.A.T., l'O.R.S.T.O.M., le Laboratoire d'Ethnobotanique du Museum d'Histoire Naturelle, etc. (pour la signification des sigles,

* Ce sont: l'Académie vétérinaire (probablement disparue) (9), le Comité des Forêts (497), la Commission internationale des Industries agricoles et alimentaires (512), et l'Inspection technique des subsistances du Ministère de la Défense (706). (Les n° renvoient au Répertoire.)

voir la liste des 80 organismes en annexe);

- plusieurs bibliothèques possédant des fonds importants, mais régulièrement ouvertes au public et disposant de fichiers raisonnablement complets: la Bibliothèque Mazarine, la Bibliothèque de la Sorbonne, la Bibliothèque Sainte-Geneviève, et bien sûr la B.N. elle-même;

- les organismes de création récente et souvent très spécialisés comme l'O.N.I.C., l'I.N.S.E.E., la plupart des Instituts techniques dont il existe une bonne vingtaine à Paris et dans sa région, etc.

D'autres exclusions sont moins justifiées. C'est sans raison particulière, par exemple, que nous avons négligé le Service des Cultures du Museum, l'Institut (Fonds Huzard), l'Ecole Centrale, la Faculté de Pharmacie et bien d'autres institutions où on peut s'attendre à trouver des choses intéressantes.

Par ailleurs, l'enquête s'est heurtée à plusieurs difficultés spécifiques, prévisibles (et prévues), mais qu'il n'a pas toujours été possible néanmoins de surmonter. Ces difficultés sont les suivantes:

- la délimitation du domaine "agriculture": on ne pouvait naturellement procéder que d'une façon empirique et imprécise; le domaine retenu s'inspire en gros des compétences de l'actuel Ministère de l'Agriculture, c'est-à-dire productions végétales et animales, machinisme, génie rural, industries de première transformation des produits, médecine vétérinaire, etc., à ceci près que la chasse, la pêche et la cueillette n'ont pas été prises en compte (ni pour les inclure ni pour les exclure);

- la proportion des ouvrages "non agricoles" dans les fonds recensés: bien que cette proportion ne soit jamais nulle, on l'a négligée dans l'évaluation des fonds des bibliothèques spécialisées; cela conduit à une surestimation qui peut aller de 10 à 40, voire 50 %; dans les bibliothèques non spécialisées, on a essayé d'obtenir une évaluation du fonds "agricole" sur la base de la délimitation précédente, mais la tâche s'est avérée trop difficile (Museum), ou les résultats vraiment sujets à caution (Bibl. munic. Versailles);

- la méthode d'évaluation: un fonds de bibliothèque peut s'évaluer en nombre de volumes ou en nombre de titres; les deux unités de mesure ont chacune leur pertinence; on s'est efforcé de bien les distinguer dans chaque cas, mais la diversité des situations est telle qu'on ne peut pas assurer que toute confusion a été éliminée; le nombre de volumes a pu être évalué dans tous les cas où il était possible d'accéder aux rayons, en mesurant leur longueur; pour connaître le nombre de titres, par contre, il faut disposer d'un livre d'inventaire ou d'un

fichier, ce qui n'est pas toujours le cas; enfin, certains fonds sont pour l'instant inaccessibles;

- le repérage des séries: entre les "ouvrages" et les "périodiques", la notion intermédiaire de "série" recouvre tout un ensemble assez disparate de documents difficiles à classer: comptes-rendus de congrès, catalogues (notamment d'expositions), rapports de concours ou comices, primes d'honneur, statistiques, collections de documents juridiques, recueils de brevets, annuaires, etc.; les séries sont assurément la partie la moins bien connue de tous les fonds qui ont été visités; une recherche spéciale paraît nécessaire pour élaborer les méthodes permettant de les appréhender convenablement;

- la date-limite des fonds "anciens": comme on pouvait le prévoir, cette date n'est pas la même dans les différentes bibliothèques; souvent même, il n'y a pas de date précise, mais un processus continu d'obsolescence; il a paru inutile de chercher à dépasser ce point de vue.

Ces réserves nécessaires étant faites, les résultats bruts de l'enquête sont les suivants:

1. Bibliothèques spécialisées dans le domaine "agricole" au sens large du terme (13 établissements): environ 110.000 volumes répartis ainsi:

Académie d'Agric.	10 à 20.000
A.C.T.A.	1.000
A.P.C.A.	20.000
C.N.R.A.	3.000
Centre techn. Bois . . .	p.m.
E.N.S.M.I.C.	2.000
E.N.S.H.	6.000
E.N.G.R.E.F.	3.000
E.V.A.	5.000
I.N.A. (Paris)	25.000
I.N.A. (Grignon) . . .	10.000
Minist. Agric.	15.000
S.A.F.	4.000

2. Fonds "agricoles" des bibliothèques non spécialisées:

Bibl. municip. Vers. . .	80.000 (?)
C.N.A.M.	2 à 5.000
Bibl. centr. Mus. . . .	10 à 20.000

Il est évident que le total général, qui dépasse un peu les 200.000 volumes, n'est qu'un ordre de grandeur très approximatif. Dans ce total, en outre, figurent un nombre certainement important de doubles. On trouvera ci-après les résultats détaillés pour chaque bibliothèque visitée.

D E S C R I P T I O N S O M M A I R E
DES FONDS ANCIENS DES BIBLIOTHEQUES VISITEES

1. ACADEMIE D'AGRICULTURE.

18 rue de Bellechasse, 75007 Paris
Tél. 705 10 37
Personne contactée: M. Roger Blais

La bibliothèque est en cours de réorganisation. Il ne sera pas possible d'y accéder avant un certain temps. Elle est composée de deux fonds distincts: le fonds propre de l'Académie, et le fonds Lenglen, légué à celle-ci par un Académicien décédé il y a quelques années. Le fonds Lenglen est actuellement déposé dans un local appartenant au service du Génie Rural (19 Avenue du Maine, Paris XVe); une partie en est accessible dans une salle aménagée, le reste est encore en caisses. Seul le fonds Lenglen a fait l'objet d'un fichier. Une partie importante du fonds propre a été déposée à l'Institut National Agronomique (80 caisses: voir la fiche de l'I.N.A.).

Il n'a pas été possible de procéder à une évaluation quantitative, même approximative. Mais on peut admettre que l'ensemble fonds propre + fonds Lenglen est du même ordre de grandeur que, par exemple, le fonds ancien de l'I.N.A. de Paris.

L'Académie possède une collection très importante de publications des Sociétés d'Agriculture du XIXe siècle.

2. ASSEMBLEE PERMANENTE DES CHAMBRES D'AGRICULTURE (A.P.C.A.)

9 Avenue George V, 75008 Paris
Tél. 720 85 50

La bibliothèque de l'A.P.C.A. a été fondée en 1931. Elle possède environ 40.000 volumes, dont la moitié peuvent être considérés comme "anciens". Les ouvrages antérieurs à 1967 occupent 224 m de rayons (soit 8.000 volumes environ). Une collection d'ouvrages étrangers occupe 58 m de rayons (anglais surtout).

La collection de périodiques représente environ 900 titres, dont les plus anciens remontent aux années 1880. Il existe en outre d'assez nombreuses séries (statistiques agricoles, congrès, annuaires, etc.).

Les ouvrages et périodiques sont en accessibilité directe sur les rayons, où ils sont disposés suivant un classement très sommaire par rubriques. Il existe un livre d'inventaire et deux fichiers alpha-numériques (auteurs-collectivités, matières).

Outre le fonds d'imprimés, la bibliothèque a en outre la gestion d'un fonds d'archives occupant 320 m de rayons; les trois quarts de ce fonds sont postérieurs à 1950.

L'A.P.C.A. possède peu d'ouvrages techniques et scientifiques proprement dits. L'orientation générale des collections est plutôt vers le droit, la fiscalité, les questions syndicales et professionnelles, les politiques agricoles, etc.

3. ASSOCIATION DE COORDINATION TECHNIQUE AGRICOLE (A.C.T.A.).

149 rue de Bercy, 75012 Paris
Tél. 346 12 20
Personne rencontrée: M. Chabert

L'A.C.T.A. héberge depuis 1973 le Service de documentation de la Maison Nationale des Éleveurs (M.N.E.), service commun à trois instituts techniques d'élevage, l'I.T.E.B. (élevage bovin), l'I.T.O.V.I.C. (ovins et caprins) et l'I.T.P. (porc). Il y entre chaque mois environ 500 articles dont 30 à 40 comptes-rendus d'ouvrages; ces titres sont intégrés à un fichier "sujets de recherche" de 16.000 mots-clés.

La bibliothèque proprement dite possède 6.500 volumes au total, dont 4.000 sur catalogue et 2.500 seulement sur fichier. La partie "ancienne" de ce fonds (définie en gros par le fait que les titres concernés ne sont plus demandés couramment) peut être évaluée à environ 1.000 volumes. Tout ce fonds est en accessibilité directe sur les rayons et peut être prêté à l'extérieur. Il existe toutefois une petite réserve d'ouvrages "très anciens" d'une trentaine de volumes, non prêtés (en fait: antérieurs à la dernière guerre).

La bibliothèque ne possède pas de périodiques antérieurs à 1950.

4. BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE DE VERSAILLES.

5 rue de l'Indépendance américaine, 78000 Versailles
Tél. 950 09 50
Personne rencontrée: Mme le Conservateur en Chef

Le fonds ancien consacré à l'agriculture serait de l'ordre de 80.000 volumes, dont 60.000 en ouvrages et 20.000 en périodiques. Dans l'état

actuel des choses, toutefois, cette évaluation doit être considérée comme très hasardeuse, en particulier en ce qui concerne les périodiques.

Seuls les titres entrés depuis 1917 sont accessibles, à l'aide d'un fichier auteurs et matières (mots-clés). Il existe en outre pour les titres entrés avant 1835 des catalogues méthodiques et des registres d'inventaire. L'ensemble de ce fonds antérieur à 1835 comprend environ 1.000 titres consacrés à l'agriculture au sens large du terme, dont un peu plus de 800 titres pour le fonds dit A, et un peu moins de 200 pour le fonds Pernot.

5. CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE (C.N.R.A.)

Route de Saint-Cyr, 78000 Versailles
Tél. 950 75 22
Personne contactée: Mlle Cagnac, Conservateur

Le fonds du C.N.R.A. est réparti entre le Service de documentation centrale et les différents laboratoires. Il est consacré pour l'essentiel à la recherche fondamentale dans le domaine de la production végétale. Il comprend surtout des périodiques (4.000 titres, dont 2.000 vivants). En ce qui concerne les publications non périodiques, leur répartition approximative est la suivante:

- 6.000 ouvrages, dont 90 % consacrés à l'agriculture, et dont 50 % environ peuvent être considérés comme "anciens";
- 5.000 brochures;
- 800 publications de congrès, presque toutes récentes.

Il existe un catalogue des périodiques (imprimé, en vente 70 F); la liste des périodiques est automatisée. En ce qui concerne les ouvrages, leur repérage se fait par deux fichiers, auteurs et matières (ce dernier suivant la Classification Décimale Universelle). Leur classement est fait par ordre de numéros d'inventaire.

6. CENTRE TECHNIQUE DU BOIS.

10 Avenue de Saint-Mandé, 75012 Paris
Tél. 344 06 20

Le Centre Technique du Bois n'existe que depuis 1952, mais a recueilli le fonds documentaire de l'Institut National du Bois, qui existait depuis les années trente, et quelques dons du Laboratoire d'Essais des Bois.

La composition du fonds est la suivante:

- ouvrages: 4.000 titres;
- périodiques: 25 titres environ.

Les ouvrages sont repérables à l'aide de deux fichiers, auteurs et matières; les périodiques également par deux fichiers, alphabétique de titres et par pays. Certaines collections qui n'étaient plus utilisées ont été mises au rebut par manque de place pour les conserver.

Il existe quelques ouvrages anciens, mais ils ne sont pas aisément repérables, car le classement a été fait en fonction des dates d'entrée à l'inventaire et non des dates de publication.

7. CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS (C.N.A.M.). BIBLIOTHEQUE CENTRALE.

292 rue Saint-Martin, 75141 Paris Cedex 03
Tél. 271 24 14
Personne rencontrée: Mme D. Bouniol

Il n'y a plus aujourd'hui d'enseignement agricole à proprement parler au C.N.A.M. Mais il n'en a pas toujours été ainsi, puisque lors de sa fondation, au début du XIX^e siècle, le C.N.A.M. avait été le deuxième établissement en France, après le Museum National d'Histoire Naturelle, à posséder une chaire d'agriculture. Il reste de cette période un fonds d'outillage assez important au Musée National des Techniques, et un fonds documentaire ancien non négligeable à la Bibliothèque Centrale.

D'après l'évaluation qui nous a été aimablement communiquée par Mme Bouniol, le nombre total de titres concernés est de 1.057. Ce nombre se répartit comme suit:

- ouvrages antérieurs à 1800: 219 titres, dont 21 non catalogués;
- ouvrages parus entre 1801 et 1950: 596 titres;
- ouvrages relatifs à des expositions, etc., concernant en tout ou en partie l'agriculture: 251 titres, pour la plupart non catalogués ou restant à dépouiller.

Il faut ajouter à cette évaluation un petit nombre de périodiques (quelques dizaines de titres), aisément repérables grâce au catalogue imprimé. Les ouvrages, quant à eux, sont repérables à l'aide de deux fichiers, auteurs et matières, dans lesquels les fonds antérieur et postérieur à 1950 sont classés séparément. Pour les ouvrages antérieurs à 1800, il n'existe qu'un fichier incomplet non accessible au public.

Le domaine retenu par Mme Bouniol pour cette évaluation comprend les rubriques suivantes:

- agriculture, sylviculture, horticulture...;

- élevage, y compris sériciculture, apiculture, aquaculture...;
- art vétérinaire;
- chimie des produits dérivés de l'agriculture;
- industries de première transformation des produits agricoles (meunerie, bois, cuirs et peaux, résines...).

8. ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE MEUNERIE ET DES INDUSTRIES CEREALIERES (E.N.S.M.I.C.).

16 rue Nicolas Fortin, 75013 Paris
Tél. 337 42 47
Personne rencontrée: M. Perregon.

L'E.N.S.M.I.C. a été fondée en 1924, sous le nom d'Ecole Française de Meunerie (E.F.M.). La bibliothèque renferme cependant bon nombre de publications antérieures à cette date, compte tenu surtout du fonds légué par Marcel Arpin, ancien professeur à l'E.F.M. Le fonds Arpin comprend un peu plus de 300 volumes datant du XVIIe au début du XXe siècle (fichier). Il a l'intérêt d'être extrêmement spécialisé dans l'histoire de la meunerie et de la boulangerie.

Le fonds ordinaire de la bibliothèque peut être évalué à 3.000 volumes (148 m de rayons). Sur ce total, il y aurait:

- environ 2.000 volumes de publications non périodiques, dont la moitié considérés comme "anciens";
- environ 1.000 volumes de périodiques.

Tous les ouvrages et périodiques sont en accessibilité directe sur les rayons de la salle de travail, sommairement classés par sujets. Les collections de périodiques les moins utilisées sont toutefois entassées sur les rayons les moins accessibles. Plusieurs de ces collections, provenant des Etats-Unis, d'Allemagne, d'U.R.S.S., etc., sont probablement très rares, et peut-être uniques en France étant donné leur spécialité.

Il existe pour le fonds ordinaire un livre d'inventaire, mais pas de fichier.

9. ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'HORTICULTURE (E.N.S.H.)

4 rue Hardy, 78000 Versailles
Tél. 950 56 08

La bibliothèque de l'E.N.S.H. possède des ouvrages dont les plus anciens remontent à la fin du XVIIe siècle. Le livre d'inventaire en

était au numéro 4.500 lorsque sa tenue fut interrompue vers 1922. Les entrées ultérieures figurent sur deux petits registres, avec des lacunes en 1942-1943. Peu après 1945, une partie des ouvrages ont été portés au Foyer des élèves; il semble que ces ouvrages aient progressivement disparu, notamment lors de la réorganisation de la bibliothèque en 1957, et lors de la création de l'Ecole Supérieure du Paysage en 1979. Compte tenu de ces disparitions, le fonds ancien peut être évalué à environ 6.000 ouvrages. Il n'existe pas de fichier.

Quelques ouvrages du fonds ancien remontent à la fin du XVIIIe siècle; la plupart sont du XIXe. Il y a en outre quelques dizaines de titres de périodiques, la plupart toutefois postérieurs aux années 1880.

10. ECOLE NATIONALE DU GENIE RURAL ET DES EAUX ET FORETS (E.N.G.R.E.F.)

19 Avenue du Maine, 75015 Paris
Tél. 544 38 56

La bibliothèque de l'E.N.G.R.E.F. a été réorganisée et rénovée en 1970. Lors de cette réorganisation, seuls les documents d'actualité ont été retenus pour figurer en accès direct dans la salle de travail. Les autres, qu'on peut considérer comme anciens, ont été transportés dans une autre pièce, en sous-sol, où ils restent disposés selon le classement antérieur. Certains ouvrages et périodiques considérés comme les moins intéressants ont toutefois été mis au rebut.

D'après un examen rapide du fichier et des rayons, ce fonds ancien compterait environ 2.800 titres, dont une vingtaine datant des XVIIe et XVIIIe siècles. Il occupe quelque 150 m de rayons. Il y a une dizaine de titres de périodiques antérieurs à 1950.

(Pour mémoire, rappelons que la bibliothèque de l'ancienne Ecole des Eaux & Forêts de Nancy appartient aussi maintenant à l'E.N.G.R.E.F., depuis la fusion des deux établissements. Cette bibliothèque, qui existe depuis 1864, a également été réorganisée en 1970.)

11. ECOLE NATIONALE SUPERIEURE VETERINAIRE (E.N.S.V.)

7 Avenue du Général de Gaulle, 94700 Maisons-Alfort
Tél. 368 30 40

Fondée en 1766, l'E.N.S.V. est par conséquent le plus ancien établissement où fut enseigné en France une branche de l'"économie rurale", au sens où l'on entendait ce terme au XVIIIe siècle.

La bibliothèque possède de l'ordre de 150.000 ouvrages au total. Le

fonds ancien est conservé en partie en mélange avec le fonds courant (les titres déclassés ne sont retirés que progressivement), et en partie en réserve. Celle-ci occupe à peu près 170 m de rayons, soit quelque 3.500 volumes.

Ce fonds de la réserve fait l'objet d'un livre d'inventaire, où les titres sont classés par siècle, puis par ordre alphabétique. Le titre le plus ancien date du XVe siècle (c'est un exemplaire des Fables d'Esopé), le XVIIe en compte une centaine. Ces ouvrages appartiennent non seulement à l'art vétérinaire ou à l'économie rurale en général, mais aussi à diverses branches de l'histoire naturelle, des sciences et des techniques, etc. On y trouve des récits de voyage, de nombreux dictionnaires et encyclopédies, une collection des Acta Eruditorum (qui occupe 3 m de rayons), une autre des Mémoires des Intendants pour l'instruction du Duc de Bourgogne (1705, manuscrits)...

Les périodiques sont au nombre de 500 environ (dont 70 % en provenance de pays étrangers); 200 d'entre eux sont "anciens". Parmi les ouvrages, un des ensembles les plus intéressants est celui des thèses (environ 1.500 volumes).

12. INSTITUT NATIONAL AGRONOMIQUE DE PARIS-GRIGNON (I.N.A.P.-G.)

L'I.N.A.P.-G. est né de la fusion, en 1971, de l'ancien I.N.A. et de l'Ecole Nationale Supérieure Agronomique de Grignon. Le nouvel Institut possède deux Centres, celui de Paris et celui de Grignon, qui ont chacun conservé leur bibliothèque dans les mêmes locaux que par le passé.

1. Centre de Paris

16 rue Claude Bernard, 75231 Paris Cedex 05
Tél. 570 15 50
Personne rencontrée: Mlle Gasme, Conservateur

La bibliothèque vient d'être rénovée et réorganisée (1977-1978). Cette rénovation a respecté une partie de l'agencement ancien: les ouvrages du fonds ancien (6.000 volumes environ) et une partie des périodiques sont restés en place, les premiers dans l'ancienne salle des bibliothécaires, les seconds dans la salle de lecture modernisée. De plus, un certain nombre de titres disséminés dans les laboratoires sont restés à l'écart de la réorganisation d'ensemble.

Les 6.000 volumes du fonds ancien font l'objet de deux fichiers, auteurs et matières, d'un livre chronologique des entrées, et d'un livre d'inventaire correspondant à la situation entre les deux guerres

(il n'y a pas eu de réinventaire du fonds ancien depuis lors).

Le fonds de périodiques représenterait, d'après l'inventaire, environ 1.500 titres, dont 500 courants. Plusieurs de ces titres sont en double. L'ensemble doit atteindre quelque 20.000 volumes. Il existe un fichier alphabétique des périodiques.

A cette partie du fonds relativement bien connue (ouvrages + périodiques), il faut ajouter une masse de documents non ou incomplètement répertoriés, actuellement déposés dans une cave. Cet ensemble comprend entre autres trois dépôts récents:

- le fonds de l'ancienne Librairie Agricole de l'I.N.A., environ 200 volumes, pour la plupart récents;
- le fonds du Centre d'Etudes, de Recherches et d'Action Sociale (C.E.R.A.S., anciennement Action Populaire), 50 caisses;
- 80 caisses de documents en provenance de la Bibliothèque de l'Académie d'Agriculture, suite à la réorganisation de celle-ci.

Le fonds de la Bibliothèque de l'I.N.A., tant en ouvrages qu'en périodiques, ne comprend pas exclusivement des ouvrages agricoles. On y trouve aussi des titres scientifiques et techniques divers (par exemples des revues comme Le Génie Civil, les Annales de Chimie...). Il possède quelques incunables, et une trentaine de volumes des XVIIe et XVIIIe siècles.

2. Centre de Grignon

78850 Thiverval-Grignon
Tél. 461 45 10

Fondée en 1826, l'Ecole de Grignon est sans doute la plus ancienne école d'agriculture de France, après l'Ecole de Roville (Meurthe-et-Moselle), créée quelques années plus tôt par C.J.A. Mathieu de Dombasle. Le fonds ancien de la bibliothèque comprend 11.000 à 12.000 volumes. Une partie est en accès direct sur les rayons dans plusieurs salles suivant un classement par sujets. Les ouvrages les plus anciens (XVIIe et XVIIIe siècles) sont dans une pièce séparée. Le reste, en particulier plusieurs séries et périodiques, est rangé pour partie sous les combles, pour partie en sous-sol. Quelques ouvrages anciens sont également disséminés dans les laboratoires.

Il existe un registre d'inventaire et deux fichiers, auteurs et matières. Les fichiers sont toutefois incomplets pour le fonds ancien, et surtout pour les périodiques.

13. MINISTERE DE L'AGRICULTURE (BIBLIOTHEQUE CENTRALE)

78 rue de Varenne, 75007 Paris
Tél. 555 95 50
Personne rencontrée: Mme Hay, conservateur

La bibliothèque du Ministère de l'Agriculture existe depuis 1882. Elle possède actuellement de l'ordre de 40.000 volumes, dont 15.000 environ peuvent être considérés comme anciens (ils occupent 600 m de rayons). Les ouvrages les plus anciens (XVIIIe et XIXe siècles) sont rangés dans des vitrines dans la salle de travail du public. Le reste est déposé au sous-sol, en rayons, suivant un classement fonction du format et de l'ordre d'arrivée. Les 15.000 volumes du fonds ancien se répartissent approximativement en 9.000 volumes pour les ouvrages et 6.000 pour les périodiques. Il existe de nombreuses séries intéressantes, par exemple statistiques agricoles, comices, primes d'honneur, etc.

L'inventaire du fonds ancien n'a été entrepris qu'en 1974; faute de moyens, il ne progresse que très lentement: on peut admettre qu'il n'a pris en compte pour l'instant qu'un quart du total. Il n'existe qu'un début de fichier matières.

14. MUSEUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE (BIBLIOTHEQUE CENTRALE)

38 rue Geoffroy-Saint Hilaire, 75231 Paris Cedex 05
Tél. 331 71 24
Personne rencontrée: M. Yves Laissus, Conservateur en Chef

La Bibliothèque Centrale du Museum est probablement une des plus riches de Paris en publications anciennes relatives à l'agriculture, la plus riche peut-être après la Bibliothèque Nationale elle-même. Il est toutefois très difficile de se faire une idée précise de l'importance de ce fonds agricole, car la situation actuelle est telle qu'il n'y a aucun moyen (sauf à procéder par sondage suivant des méthodes rigoureuses) de discerner les ouvrages traitant d'agriculture de la masse des ouvrages d'histoire naturelle. Le fichier du fonds ancien est incomplet, et les entrées du fichier matières ne permettent pas de repérer les ouvrages qui nous concernent ici. La situation est par contre beaucoup plus favorable en ce qui concerne les périodiques, repérables par un double fichier matières et lieu de publication. Il existe en particulier une collection très importante de publications des Sociétés d'Agriculture du XIXe siècle, qui n'est comparable

qu'à celle de l'Académie d'Agriculture. Tous les périodiques de la Bibliothèque du Museum figurent en outre au Catalogue Collectif des Périodiques publié par la B.N.

En ce qui concerne les ouvrages, la limite chronologique importante est l'année 1900. L'agriculture est bien représentée avant cette date, beaucoup moins après (sauf peut-être pour les pays tropicaux). Elle est également représentée, dans une proportion qui reste à préciser, dans plusieurs fonds particuliers qui ont fait l'objet d'un classement à part (fonds Linné, fonds Buffon, etc.).

15. SOCIÉTÉ DES AGRICULTEURS DE FRANCE

8 rue d'Athènes, 75008 Paris
Tél. 285 72 27, 285 08 05
Personne rencontrée: Mme Castaing

La Société des Agriculteurs de France existe depuis 1866 (la collection de son Bulletin commence en tous cas à cette date). Il n'y a pas de personnel affecté à plein temps à la bibliothèque, dont le fonds ancien, après diverses vicissitudes, s'élève à environ 4.000 volumes (il y a eu des pertes assez importantes lors de déménagements...). Ce fonds "ancien" va pour l'essentiel du milieu du XIXe siècle au milieu du XXe. Il est composé pour une part d'ouvrages (1.500 volumes?), et surtout de séries (congrès, expositions, importante collection de codes ruraux) et de périodiques.

Tout le fonds est en accessibilité directe sur les rayons. Il existe un livre d'inventaire et un fichier alphabétique, mais ce dernier ne couvre pas l'ensemble.

CONCLUSIONS PRATIQUES

Le total de 200.000 volumes obtenu par l'enquête représente une donnée physique, qu'on aurait pu aussi bien exprimer en mètres linéaires de rayonnages ou en tonnes. Il est très difficile d'avancer un total équivalent pour le nombre de titres, dont dépend plus directement le coût d'une opération de catalogage; surtout compte tenu des doubles emplois, certainement nombreux. Deux points de repère seulement sur ce plan:

- les 2.078 titres de la Bibliographie agronomique de Musset-Pathay, publiée en 1810,
- les 7.276 titres "agricoles" du Catalogue des livres, dessins, estampes de feu M. J.-B. Huzard, publié par P. Leblanc en 1842.

Il ne semble pas qu'on dispose de données comparables à des dates plus récentes, et l'extrapolation pure et simple de la tendance indiquée par ces deux points (croissance de 4 % par an) donne des résultats dépourvus de signification*. Le seul moyen serait probablement de procéder à un sondage dans les fiches et catalogues de la Bibliothèque nationale (voir sur ce point la lettre reçue de Mme A. Lhéritier, du Département des Imprimés, en annexe). En fait, compte tenu des difficultés rencontrées dans les principales bibliothèques non spécialisées (Museum, B.M. Versailles), il semble que le recours à des sondages réalisés dans les règles est le seul moyen de parvenir à une évaluation réaliste de leurs fonds agricoles. De tels sondages seraient encore, on s'en doute, des opérations relativement lourdes, aussi paraît-il préférable de ne pas attendre qu'ils deviennent possibles pour prendre d'autres initiatives.

En définitive, et compte tenu de tout ce qui a été dit dans ce rapport jusqu'ici, il semble que six actions concrètes pourraient être entreprises simultanément (et progressivement pour chacune d'elles). Ce sont les suivantes:

1. Cataloguer exhaustivement les fonds les plus petits et les plus facilement accessibles: C.T.B., S.A.F., A.C.T.A., C.N.R.A., E.N.S.M.I.C.,

* A savoir 80.000 titres vers 1900, et 900.000 vers 1950 !

E.V.A. (réserve), etc.

2. Dans les fonds plus importants et moins faciles d'accès, cataloguer les périodiques. Ceux-ci sont toujours en effet la partie la moins mal connue de ces fonds, et il existe déjà pour eux, en outre, des bases bibliographiques facilitant considérablement le travail.

3. Entreprendre une recherche sur les séries (congrès, expositions, comices...), qui, au contraire des périodiques, sont la partie la plus mal connue de tous les fonds. Cette recherche pourrait commencer dans des bibliothèques comme celles du Ministère de l'Agriculture ou de Grignon.

4. Engager une concertation générale entre tous les responsables concernés en vue de trouver des solutions pour le devenir des fonds actuellement stockés dans des conditions précaires ou inaccessibles.

5. Etendre progressivement l'enquête préliminaire aux établissements non encore visités.

6. Procéder à des sondages dans les bibliothèques non spécialisées en "agriculture", dans le but, d'une part d'obtenir une évaluation du nombre total de titres concernés (B.N.), et d'autre part de préciser ce même nombre pour des fonds qu'on se propose de cataloguer par la suite (Museum, B.M. Versailles...).

Bien entendu, c'est l'ensemble de ces six propositions (et pas seulement le point 4) qui devra être soumis à la discussion des responsables concernés. Il vient de se créer un Conservatoire national du machinisme et des pratiques agricoles, dont le Comité scientifique, réuni pour la première fois le 8 mai dernier, s'est immédiatement posé le problème des sources et pistes d'information dans un domaine où pratiquement rien n'a été fait jusqu'ici en France. Ce problème est plus général que celui qui a été abordé dans ce rapport, puisqu'il inclut non seulement les documents imprimés, mais aussi les archives, les objets, le matériel audio-visuel, etc. Il reste que la convergence est évidente, et qu'elle est significative d'une maturation rapide de la situation. Ce qui a été entrepris d'un point de vue muséologique devrait pouvoir l'être aussi d'un point de vue bibliographique. Souhaitons que ce rapport puisse y contribuer.

Paris, avril-mai 1981

François Sigaut
Maître-assistant, E.H.E.S.S.
Centre de Recherches Historiques

A N N E X E S

LISTE DES ORGANISMES
SUSCEPTIBLES DE POSSEDER DES FONDS AGRICOLES ANCIENS

Cette liste a été établie à partir du Répertoire des bibliothèques et organismes de documentation, établi par la Direction des Bibliothèques et de la Lecture publique (Paris, Bibl. Nat., 1971, et Supplément, 1973). Elle ne concerne bien sûr que les organismes situés à Paris et dans sa région. Le numéro qui figure avant la mention de chaque organisme est celui sous lequel il se trouve dans le Répertoire; l'année à la suite est celle de sa création, quand elle est connue.

2. Académie d'Agriculture de France, 18 rue de Bellechasse, Paris 7e (1798).
9. Académie vétérinaire de France, 12 rue de Seine, Paris 6e (1844).
45. Assemblée permanente des Chambres d'Agriculture (APCA), 9 avenue George V, Paris 8e (années 1930).
49. Association amicale des anciens élèves de l'I.N.A., 5 quai Voltaire, Paris 7e (1879).
67. Association des Producteurs de Blé et autres Céréales (AGPB), 8 avenue du Président Wilson, Paris 16e (1925).
70. Association internationale des Fabricants de superphosphate (ISMA Ltd.), 1 avenue Franklin-Roosevelt, Paris 8e (1927).
76. Association pour l'Encouragement à la Productivité agricole (APEPA), 14-16 rue des Petits-Hôtels, Paris 10e (1950).
232. Bibliothèque municipale de Versailles, 5 rue de l'Indépendance-Américaine, Versailles (Yvelines) (1803).
410. Centre national d'Etudes et d'Expérimentation de Machinisme agricole (CNEEMA), Parc de Tourvoie, Antony (Hauts-de-Seine) (1955).
421. Centre national de Recherches agronomiques (CNRA), Route de Saint-Cyr, Versailles (Yvelines) (1925).
435. Centre technique du Bois, 10 avenue de Saint-Mandé, Paris 12e (1952).
436. Centre technique forestier tropical (CTFT), 45 bis avenue de la Belle-Gabrielle, Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne) (1917).
437. Centre technique interprofessionnel des Fruits et Légumes (CTIFL), 22 rue Bergère, Paris 9e (1952).
497. Comité des Forêts, 46 rue Fontaine, Paris 9e (1912).
512. Commission internationale des Industries agricoles et alimentaires (CIIA), 18 avenue de Villars, Paris 7e (1938).
572. Desforges, La Librairie technique de Paris, 29 quai des Grands-Augustins, Paris 6e (1890).

593. Ecole Française de Meunerie (EFM), 16 rue Nicolas-Fortin, Paris 13^e (1924).
595. Ecole nationale d'Horticulture, 4 rue Hardy, Versailles (Yvelines) (1874).
602. Ecole nationale du Génie rural, des Eaux et des Forêts (ENGREF), 19 avenue du Maine, Paris 15^e.
603. Ecole nationale supérieure agronomique de Grignon, Thiverval-Grignon (Yvelines) (1826).
614. Ecole nationale vétérinaire d'Alfort (EVA), 7 avenue du Général-de-Gaulle, Maisons-Alfort (Val-de-Marne) (1766).
675. Fédération nationale des Syndicats des Industries de l'Alimentation animale (FENSYAA), 41 bis boulevard de Latour-Maubourg, Paris 7^e.
706. Inspection technique des Subsistances (ITS), 6 boulevard des Invalides, Paris 7^e.
707. Institut Appert. Institut national de la Conserve (INAC), 44 rue d'Alésia, Paris 14^e (1947).
718. Institut d'Elevage et de Médecine vétérinaire des Pays tropicaux, 10 rue Pierre-Curie, Maisons-Alfort (Val-de-Marne) (1920).
753. Institut de France, 23 quai Conti, Paris 6^e (1795).
754. Institut de Géographie, 191 rue Saint-Jacques, Paris 5^e (1923).
776. Institut de Recherches agronomiques tropicales (IRAT), 110 rue de l'Université, Paris 7^e, et 45 bis avenue de la Belle-Gabrielle, Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne) (1900).
778. Institut de Recherches du Coton et des Textiles exotiques (IRCT), 34 rue des Renaudes, Paris 17^e (1946).
779. Institut de Recherches pour les Huiles et Oléagineux (IRHO), 8 square Pétrarque, Paris 16^e (1942).
788. Institut des Corps gras (ITERG), 5 boulevard de Latour-Maubourg, Paris 7^e (1943).
803. Institut français de Recherches fruitières outre-mer (IFAC), 6 rue du Général-Clergerie, Paris 16^e (1942).
805. Institut français du Café, du Cacao et autres plantes stimulantes (IFCC), 34 rue des Renaudes, Paris 17^e (1958).
- 810a. Institut géographique national (IGN), 136 bis rue de Grenelle (Paris 7^e).
823. Institut national agronomique, 16 rue Claude-Bernard, Paris 5^e (1876).
828. Institut national de Gestion et d'Economie rurale (IGER), 21 rue Chaptal, Paris 9^e (1964).
831. Institut national de la Recherche agronomique. Station centrale d'Economie rurale, 6 passage Tenaille, Paris 14^e.
834. Institut national de la Statistique et des Etudes économiques (INSEE), 29 quai Branly, Paris 7^e (1951).

848. Institut scientifique d'Hygiène alimentaire, 16 rue de l'Estrapade, Paris 5e (1904).
853. Institut technique d'Elevage ovin et caprin (ITOVIC), 36 rue fontaine, Paris 9e.
857. Institut technique du Porc, et Centre technique de la salaison, charcuterie et conserves de viande (ITP et CTSCCV), 60 rue de Caumartin, Paris 9e (1961 et 1955).
858. Institut technique du Vin (ITV), 3 rue de Rigny, Paris 8e (1948).
859. Institut technique français de la Betterave industrielle (ITB), 45 rue de Naples, Paris 8e.
- 861-862. Institut textile de France (ITF), 35 rue des Abondances, Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) (1946).
893. Laboratoire d'Ethnobotanique (Museum National d'Hist. Nat.), 57 rue Cuvier, Paris 5e (1900).
901. Laboratoire de Biologie végétale appliquée (Museum), 61 rue Buffon, Paris 5e (avant 1800).
940. Laboratoire de Physiologie du Travail et d'Ergonomie, 41 rue Gay-Lussac, Paris 5e (1913).
1011. Ministère de l'Agriculture, Bibliothèque centrale, 78 rue de Varenne, Paris 7e (1881).
1027. Ministère de la Justice, Service des Archives, 13 Place Vendôme, Paris 1er (avant 1800).
- 1033 bis. Ministère du développement industriel et scientifique, 101 rue de Grenelle, Paris 7e (1750).
1044. Musée de l'Homme, Palais de Chaillot, Place du Trocadéro, Paris 16e (vers 1880).
1059. Musée national des Arts et Traditions populaires, 6 route du Mahatma Gandhi, Paris 16e (1937).
1066. Museum national d'Histoire naturelle, Bibliothèque centrale, 38 rue Geoffroy-Saint-Hilaire, Paris 5e (1635).
1069. Nitrates du Chili S.A., 11 bis avenue Victor-Hugo, Paris 16e (1890).
1078. Office de la Recherche scientifique et technique outre-mer (ORSTOM), 24 rue Bayard, Paris 8e (1943).
- 1078a. ORSTOM, 70-74 route d'Aulnay, Bondy (Seine-Saint-Denis) (1961).
1081. Office international de la Vigne et du Vin (OIV), 11 rue Roquépine, Paris 8e (1924).
1082. Office international des Epizooties, 12 rue de Prony, Paris 17e (1924).
1085. Office interprofessionnel des Céréales (ONIC), 21 avenue Bosquet, Paris 7e (1936).
1173. Société botanique de France, 36 rue Geoffroy-Saint-Hilaire, Paris 5e (1854).
1174. Société centrale d'Apiculture, 28 rue Serpente, Paris 6e (1856).

1177. Société d'Etudes chimiques pour l'industrie et l'agriculture (SECPIA), 98 bis, boulevard Heloise, Argenteuil (Val-d'Oise) (1928).
1194. Société des Agriculteurs, 8 rue d'Athènes, Paris 9e (1867).
- 1223-1224. Société nationale d'Horticulture de France (SNHF), 84 rue de Grenelle, Paris 7e (1827).
1245. Syndicat général de l'Industrie du Jute, 33 rue de Miromesnil, Paris 8e (1936).
1247. Syndicat général des Constructeurs de Tracteurs et Machines agricoles français, 19 rue Jacques-Bingen, Paris 17e (1920-1957).
1248. Syndicat national des Fabricants de Sucre de France (SNFS), 23 avenue d'Iéna, Paris 16e (1884).
1265. Union générale nationale des Syndicats de la Brasserie et de la Malterie française (UGNSBF), 25 boulevard Malesherbes, Paris 8e (1890).
1270. Union nationale interprofessionnelle du Cheval (UNIC), 28 rue Hamelin, Paris 16e (1949).
1279. Université de Paris, Bibliothèque universitaire, Section Droit, 2 rue Cujas, Paris 5e (1876).
- 1283, 1283a et 1283b. Université de Paris, Bibliothèque universitaire, Section Lettres-Sciences (Bibliothèque de la Sorbonne), 47 rue des Ecoles, Paris 5e (1812).

SUPPLEMENT (1973)

- 51-7. Association de Coordination technique Agricole (ACTA), 149 rue de Bercy, Paris 12e (1957).
- 276-5. Bureau pour le Développement de la Production agricole (BDPA), 202 rue de la Croix-Nivert, Paris 15e (1950).
- 540-5. Compagnie pour favoriser le Regroupement économique dans l'Agriculture (COFREDA), 2 rue Saint-Charles, Paris 15e (1963).
- 671-3. Fédération française des Coopératives agricoles d'Approvisionnement (FFCAA), 129 boulevard Saint-Germain, Paris 6e (1966).
- 1003-5. Maison nationale des Eleveurs (MNE), 147 rue de Bercy, Paris 12e (1965).
- 1242-5. Station de Recherches sur l'Abeille et les Insectes sociaux, (INRA), La Guyonnerie, Bures-sur-Yvette (Essonne) (1946).
- 1247-5. Syndicat jersiais de France, 13 avenue d'Eylau, Paris 16e (1903).
- 1264-5. Union générale de la Brasserie française, 25 boulevard Malesherbes, Paris 8e.

ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES
EN SCIENCES SOCIALESCENTRE DE RECHERCHES HISTORIQUES
LABORATOIRE ASSOCIÉ AU C. N. R. S.

Paris, le 27 Oct. 1980

Copie de la lettre circulaire adressée
aux responsables des bibliothèques visitées.

Monsieur le Conservateur,

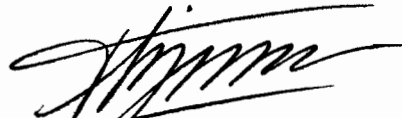
L'histoire de l'agriculture sous tous ses aspects, techniques, biologiques, économiques et sociaux, fait actuellement l'objet d'un intérêt croissant de la part des chercheurs et du public.

Parmi les sources de cette histoire, les imprimés anciens (livres, brochures, revues, journaux...) occupent une position centrale. Par "anciens", nous entendons ici sortis de l'usage courant, c'est-à-dire en pratique antérieurs à 1950 (ou toute autre date retenue par telle ou telle bibliothèque pour des raisons d'opportunité).

De nombreux établissements de la Région parisienne, dont le vôtre, possèdent des fonds anciens d'agriculture au sens large du terme, c'est-à-dire y compris l'élevage, l'horticulture, les forêts, certaines industries alimentaires et agricoles, etc. Ces fonds restent parfois mal connus et mal utilisés. Pour faciliter leur utilisation, un catalogue collectif serait un outil de travail extrêmement précieux. La réalisation d'un tel catalogue, toutefois, est une entreprise beaucoup trop considérable pour pouvoir être envisagée sans un examen préalable approfondi.

Nous souhaiterions commencer cet examen, avec votre aide, par une première évaluation très approximative du volume que représentent les imprimés des fonds anciens de quelques bibliothèques, dont la vôtre (une liste en est jointe à ce courrier). Madame M.-S. Touzeau, qui est chargée de ce travail, prendra contact avec vous prochainement dans ce but.

En vous remerciant à l'avance de votre compréhension et de votre coopération, je vous prie d'agréer, Monsieur le Conservateur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

François Sigaut
Maître-assistant

544 38 49 p. 211

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

DÉPARTEMENT DES LIVRES IMPRIMÉS

PARIS, LE 1.4.81

Monsieur François Sigaut
Ecole des hautes études en sciences
sociales
Centre de recherches historiques
54, boulevard Raspail
75270 PARIS CEDEX 06

V. lettre du 24.3.81

Monsieur,

Il serait très difficile d'évaluer les ouvrages consacrés à l'agriculture et conservés sous la cote "S" à la Bibliothèque nationale. En effet, la lettre S désigne des ouvrages scientifiques, techniques et n'est pas réservée à la seule agriculture.

D'autre part, des ouvrages de cette discipline peuvent être conservés dans des collections qui ne sont pas cotées S. Nous avons un catalogue de fiches photographiées vers 1930 qui recensent en deux séries les livres conservés sous les cotes R. S. V., pour les livres anonymes et les auteurs de M à Z. Un tri grossier a donc déjà été fait. Il faudrait pouvoir parcourir toutes les notices, en extraire les livres d'agriculture et dépouiller également notre "Catalogue général Auteurs" de A à M (en gros). Ce serait un travail considérable, mais je ne vois pas d'autre solution. Si vous disposez d'un personnel susceptible d'effectuer ces dépouillements, il est bien évident que nous ferions tout notre possible pour lui faciliter la tâche.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

Le Conservateur, responsable
de la Salle des Catalogues
et des Bibliographies,



Andrée LHERITIER.